



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 3

Texte de la question

SITUATION ÉCONOMIQUE

M. le président. La parole est à M. Alain Bocquet, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Alain Bocquet. Monsieur le Premier ministre, le Président de la République déclare vouloir réformer comme jamais on ne l'a fait depuis la Libération. C'est vrai. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Mais c'est pour faire tourner en arrière la roue de l'histoire !

À la Libération, dans un pays exsangue, on a pu inventer la sécurité sociale, la santé pour tous ; aujourd'hui, vous la dynamitez au profit des grands groupes privés d'assurances. Et EDF-GDF, une grande entreprise publique de l'énergie, vous l'offrez en cadeau au privé dans le cadre de la fusion Suez-GDF ! Il en va de même du statut de la fonction publique, que vous vous apprêtez à torpiller !

Vous vous êtes engagé, sabre au clair, contre notre modèle social français, pour le plus grand bonheur de vos amis du CAC 40, qui se réjouissent des dividendes à hauteur de 90 milliards d'euros qu'ils viennent d'empocher ; et vous venez de leur offrir cet été, avec le fameux paquet fiscal, 14 milliards de plus. Ce n'est pas la faillite pour tout le monde !

Par contre, pour le monde du travail et les familles, la vie est de plus en plus dure, avec l'explosion des prix à la consommation, le dépeçage du système solidaire des retraites, le démantèlement de l'éducation nationale, la remise en cause du droit de grève, l'instauration d'une société sécuritaire - je pense notamment aux tests ADN. Votre politique joue plus que jamais contre la croissance, contre l'emploi et contre la solidarité.

Nombre de nos concitoyens s'interrogent et s'aperçoivent peu à peu qu'ils se sont fait avoir ; beaucoup ressentent l'urgence de résister, de se rassembler contre votre politique cynique, de division.

Alors que vous promettez aux Français et aux Françaises une austérité renforcée pour 2008 (*" La question ! " sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*), je vous demande, monsieur le Premier ministre, de faire droit à leurs attentes prioritaires et à l'exigence de respect de leur dignité. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine et sur de nombreux bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi.

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie, des finances et de l'emploi*. Monsieur Bocquet, je voudrais vous expliquer, en deux temps, la politique que nous entendons mener pour la France.

M. Jean Glavany. La rigueur !

Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. Notre politique s'exprime dans la recherche, d'une part, d'une croissance vigoureuse, et, d'autre part, d'une gestion rigoureuse de nos finances publiques.

(*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

La croissance vigoureuse que nous entendons mener sera fondée sur l'investissement. Et d'abord l'investissement dans le travail : c'est tout l'objet du texte sur les heures supplémentaires qui est entré en vigueur dès hier, et qui permet aux salariés et aux entreprises d'être gagnants-gagnants. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*) Nous investissons aussi dans le capital des entreprises : c'est tout l'objet du texte favorisant l'investissement des contribuables dans les petites et moyennes entreprises, texte que vous avez voté cet été. ("

Non ! " sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine et du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)

M. Jean-Pierre Brard. Baratin !

Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. Et puis nous investissons dans le pouvoir d'achat : c'est la mesure prévue par le crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt pour l'acquisition d'une résidence principale. Tout cela constitue la croissance vigoureuse.

D'autre part, nous investissons également dans une gestion rigoureuse des finances publiques : notre déficit pour 2007 est tenu et celui pour 2008 sera en baisse, à 2,3 % ; l'endettement en 2007 sera stabilisé, et celui de 2008 sera en régression : enfin, le taux des prélèvements obligatoires, ramené à 43,7 %, sera également en baisse.

Vous me dites que nous faisons tourner en arrière la roue de l'histoire : mais non, monsieur Bocquet, nous regardons vers l'avenir, résolument,...

M. Henri Emmanuelli. En reculant !

Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. ...en menant une politique courageuse.

(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre.)

Données clés

Auteur : [M. Alain Bocquet](#)

Circonscription : Nord (20^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3

Rubrique : État

Ministère interrogé : Économie, finances et emploi

Ministère attributaire : Économie, finances et emploi

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 3 octobre 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 3 octobre 2007